Le référendum au Burundi inquiète l'ONU

ONU Info, 26 fÃ©vrier 2018 Burundi : le projet de rÃ©vision constitutionnel doit respecter le pluralisme, dÃ©clare lâ€™envoyÃ lâ€™ONU Le projet de rÃ©vision constitutionnelle au Burundi, qui doit Ãªtre tranchÃ© par un rÃ©fÃ©rendum en mai 2018, doit respecter le partage des pouvoirs, la bonne gouvernance politique, et la dÃ©mocratie pluraliste, a dÃ©clarÃ© lundi lâ€™EnvoyÃ spÃ©cial des Nations Unies pour ce pays, Michel Kafando (photo), devant le Conseil de sÃ©curitÃ©.

Il a rappelÃ© que ces principes sont au cÅ“ur de lâ€™Accord dâ€™Arusha qui a Ã©tÃ© Ã la base de la Constitution burundais 2005, toujours en vigueur. Dans son rapport sur la situation au Burundi, que prÃ©sentait M. Kafando, le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ra de lâ€™ONU affirme que, si le Burundi est un Ã‰tat souverain et a donc le droit de modifier sa Constitution, pareille entreprise doit Ãªtre menÃ©e Â«Â de maniÃ¨re inclusiveÂ Â» de faÃ§on Ã obtenir la participation la plus large possible et Ã dÃ©gager un consensus parmi les principaux intervenants politiques. Dans ce rapport, le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral explique que la rÃ©vision constitutionnelle envisagÃ©e prÃ©voit: a) le mandat du PrÃ©sident serait portÃ© Ã sept ans ; b) un examen des quotas ethniques â€“ 60 % de Hutus et 40 % de Tutsis â€“ appliquÃ©s dans les instances du pouvoir exÃ©cutif, au Parlement et dans lâ€™appareil judiciaire pourrait avoir lieu au bout de cinq ans ; c) un poste de Premier-Ministre serait crÃ©Ã© et le poste de deuxiÃ¨me Vice-PrÃ©sident serait supprimÃ© ; d) lâ€™adoption des lois ordinaires se ferait Ã la majoritÃ© simple et non plus Ã majoritÃ© des deux tiers. De nombreuses parties prenantes et de nombreux partenaires du Burundi se sont dits prÃ©occupÃ©s par le fait que les rÃ©visions qui Ã©taient proposÃ©es pourraient anÃ©antir certains des progrÃ¨s qui avaient Ã rendus possibles par lâ€™Accord de paix et de rÃ©conciliation dâ€™Arusha pour le Burundi, Ã©crit le SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral. particulier, il est prÃ©occupant que lâ€™on donne la possibilitÃ© de supprimer les quotas ethniques consacrÃ©s dans lâ€™Acc dâ€™ArushaÂ Â». Dans son intervention, M. Kafando a dÃ©clarÃ© que la prÃ©occupation exprimÃ©e par le SecrÃ©taire gÃ©n son rapport ne saurait Ãªtre interprÃ©tÃ©e comme une ingÃ©rence dans les affaires intÃ©rieures du pays en lui dÃ©niant son d souverain Ã rÃ©viser sa constitution. Â«Â Au contraire, elle doit Ãªtre comprise comme son souci de recherche du consensus autour dâ€™une question aussi primordiale, voire le destin du BurundiÂ Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. Câ€™est une Ã©vidence historiq stabilitÃ© et le dÃ©veloppement du Burundi ces quinze derniÃ¨res annÃ©es sont essentiellement le fruit du large consensus qui a prÃ©valu aux nÃ©gociations et Ã lâ€™adoption de lâ€™Accord dâ€™Arusha, lequel ne se limite pas uniquement aux Ã© ethniques et de genre, retenus dans la nouvelle constitution, a poursuivi lâ€™EnvoyÃ© spÃ©cial. M. Kafando a rappelÃ© lâ€™ 299 de la Constitution burundaise de 2005, toujours en vigueur, qui dispose que Â«Â aucune procÃ©dure de rÃ©vision ne peut Ãªtre retenue si elle porte atteinte Ã lâ€™unitÃ© nationale, Ã la cohÃ©sion du peuple burundais.Â Â» Enfin, lâ€™EnvoyÃ dÃ©clarÃ© quâ€™un seul objectif a guidÃ© son actionÂ : Â«Â tirer la sonnette dâ€™alarme pour que lâ€™avenir en constructio burundais soit lâ€™apanage du peuple burundais et Ã©viter ainsi les Ã©ternels recommencements dont ce pays a tant souffertÂ Â». Une position balayÃ©e par le dÃ©lÃ©guÃ© du Burundi, Albert Shingiro, qui a qualifiÃ© le rapport du SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral Â«Â dâ€™ingÃ©rence osÃ©eÂ Â» dans les affaires de son pays. Il a demandÃ© au Conseil de sÃ©curitÃ© dâ€™e le Burundi de son ordre du jour car, a-t-il affirmÃ©, la situation dans le pays est globalement calme et ne prÃ©sente aucune menace Ã la paix et la sÃ©curitÃ© internationale. De son cÃ´tÃ©, le PrÃ©sident de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix (CCP), Jurg Lauber,Â a centrÃ© son intervention autour du retour au Burundi des rÃ©fugiÃ©s en provenance de Tanzanie. Alors quâ€™ils sont 13.000 Ã Ãªtre dÃ©jÃ rentrÃ©s en 2017, et pas moins de 60.000 de prÃ©vus po 2018, le PrÃ©sident a prÃ©venu de la pression croissante que ces rapatriements feraient peser sur les communautÃ©s dâ€™accueil.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});